

Les exclus de la consommation : comment en sortir ?

- **Guillaume Bapst** - Directeur de l'ANDES (Association Nationale de Développement des Epiceries Solidaires)
- **Julien Damon** - Sociologue, professeur associé à Sciences-Po
- **Emmanuel Faber** - Directeur général délégué du groupe Danone ; les yogourteries avec M Younes
- **Martin Hirsch** - Haut commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté
- **François Soulage** - Président national du Secours Catholique
- **Marianne Storogenko** - Chargée de mission à la Direction Générale de l'Action Sociale

Etre pauvre c'est avant tout être exclu. Ne pas pouvoir consommer c'est aussi ne pas faire partie de la socialisation. Notre modèle de consommation est en crise et la pauvreté ne cesse de gagner du terrain. Comment réintégrer dans le groupe des personnes qui ont perdu tous les repères, à la fois en terme de santé alimentaire mais aussi de bonne gestion de leur budget ? Quelle est la responsabilité des sociétés dans ce domaine ?

Etre pauvre, c'est quoi ? Martin Hirsch, Haut commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté, remarque que pour la première fois un gouvernement a fixé le cap d'une réduction de la pauvreté en chiffres. Il s'agit de réduire la pauvreté d'1/3 en 5 ans, quelque soit les conditions nouvelles (crise financière, augmentation du chômage) qui pourraient intervenir. La pauvreté touche à présent 12 millions d'individus sur 60 millions de français. La part des dépenses préengagées c'est-à-dire les dépenses de logement, les dépenses d'assurance, les dépenses de remboursement d'emprunt et les impôts, est passé de la moitié au trois quart dans le budget des plus modestes en sept ans. Il reste donc moins pour se nourrir et s'habiller, c'est-à-dire consommer. Son action politique, au sein du gouvernement, a donc été d'imposer une augmentation des revenus en instaurant le revenu de solidarité active (RSA) qui augmente de 110 euros en moyenne le revenu des plus modestes. Il faut selon lui peser à présent sur les postes préengagés en développant une meilleure information : il existe un tarif social sur le gaz et l'électricité et 2 millions de personnes devrait normalement avoir accès à ces tarifs spéciaux mais seulement 700 000 personnes en bénéficient. Les banques et les assurances sont aussi grandement responsables du surendettement qui touche aujourd'hui 200 000 personnes. Les assurances et les complémentaires représentent 9% du budget des plus modestes. Le crédit bancaire pour les plus pauvres est à 18 % alors que lorsque les revenus plus aisés ont un crédit de 4 ou 5%. Martin Hirsch préconise d'inverser cette tendance pour développer le système du microcrédit social et une reprise des crédits à la consommation désorganisés contre un crédit unique plus approprié à la situation. Mais il faut d'abord que les banques jouent le jeu et s'engagent à un travail d'information qui oriente vers des systèmes plus appropriés à la situation. François Soulage (Président national du Secours Catholique) remarque également que la pauvreté fait perdre la maîtrise raisonnée du budget.

Pour Marianne Storogenko (Chargée de mission à la Direction Générale de l'Action Sociale) la pauvreté agit directement sur la santé et la qualité de la vie. On consomme au plus rapide, au plus économique et pas toujours au meilleur. C'est le paquet de chips ouvert en rentrant à la maison après une journée de travail à temps partiel et des heures perdues dans les transports. Les médecins constatent de plus en plus de cas de dislipidémie, de diabète, de carence alimentaire en vitamine, d'obésité. Les cas le plus extrêmes (les SDF) sont atteints de scorbut. L'exclusion c'est aussi le refus de s'occuper de son corps en s'abandonnant à une consommation médiocre. Il s'agit également de réapprendre la culture du « bien manger ». C'est le sens du projet de Guillaume Bapst (Directeur de l'ANDES, Association Nationale de Développement des Epiceries Solidaires) qui emploie 14 personnes en chantier de réinsertion

pour récupérer 1 tonne et demi par jour de fruits et légumes abandonnés à Rungis. L'état subventionne également l'Andes afin qu'elle achète encore 3,5 tonnes. Une fois préparés c'est au total 5 tonnes de fruits et légumes sains qui sont livrés chaque jour aux différentes têtes de pont : restaus du cœur, épiceries, Secours populaire, Croix rouge. Mais livrer des bons produits ne suffit pas. Il faut aussi rééduquer aux habitudes culturelles en enseignant comment préparer ces produits et les apprécier.

Une expérience à l'échelle de la planète : Danone Communities. Les pauvres payent plus cher pour un mode de vie extrêmement médiocre. Emmanuel Faber (Directeur général délégué du groupe Danone) qui est également fortement impliqué dans le projet Danone Communities au côté de Muhammad Yunus, remarque que le problème de la mauvaise gestion des biens est observable à l'ensemble de la planète. Le prix du riz dans les bidonvilles de Bombay est 50% plus cher que dans les supermarchés en centre ville. L'eau potable est inexistante et la rendre consommable est très coûteux. Le quotidien de la pauvreté est une course au circuit de financement ultra court où à cinq heures du matin on emprunte 5 dollars pour en rendre 6 le soir : le dollar de différence est utilisé pour nourrir sa famille. La problématique n'est donc pas dans le manque de ressource mais dans la capacité à mobiliser des ressources et à les utiliser de façon économique. Le projet de Danone Communities est de formaliser cette économie à travers le micro crédit et de rendre le quotidien plus soutenable au moment où la multinationale, qui enquête chaque mois auprès de 300 000 personnes interrogées dans 130 pays, relève que le moral des ménages est au plus bas historique partout dans le monde. Il faut repenser le lien entre la production et la consommation et combiner différents paramètres complexes pour une entreprise cotée en bourse qui a un engagement auprès de 300 000 actionnaires et une croissance de 20% par an. Il s'agit donc à travers Danone Communities de penser à d'autres formes de systèmes économiques qui seraient plus soutenables. L'expérience menée au Bangladesh est pour Danone un laboratoire sur les modes de production et de consommation de demain. Il s'agit de faire passer l'entreprise d'une responsabilité sociale à une responsabilité sociétale. Pour François Soulage il faut aussi repenser la responsabilité globale sur l'utilisation du capital, du travail et de la nature. Est-il raisonnable de continuer à rémunérer le capital à hauteur de ce qu'il est aujourd'hui ? Est-il raisonnable d'avoir de tels écarts de rémunération ? Est-il raisonnable de continuer à utiliser des ressources non durables ?

Réinsérer les pauvres dans le circuit économique et ne pas en faire une classe à part.

Le don et la charité ne fonctionnent que dans des situations d'urgence et à très court terme. Sortir de la pauvreté c'est aussi retrouver le sentiment d'appartenir à une communauté économique et à une citoyenneté commune. Pour Martin Hirsch il s'agit de mettre en place des systèmes où chacun peut avoir ses choix de vie et sa marge d'autonomie, se comparer à d'autres et être capable de tirer une partie de ses ressources de son travail. On ne peut donc créer une consommation spécifique pour les pauvres. Julien Damon (sociologue, professeur associé à Sciences-Po) insiste sur le principe qu'il faut limiter au maximum ce qui est spécifique dans la prise en charge des pauvres comme la distribution de tentes et de colis alimentaires. Il faudrait même revoir les postes nécessaires à une vie « normale ». Le portable pourrait à terme être considéré comme une dépense contrainte tant il fait partie aujourd'hui du processus d'inclusion. Pour Guillaume Bapst la question de la pauvreté illustre parfaitement la notion du don et du contre don pensée par Marcel Mauss. Donner ne suffit pas, il faut permettre à chacun de redonner quelque chose si on veut qu'une société fonctionne c'est-à-dire s'échange.